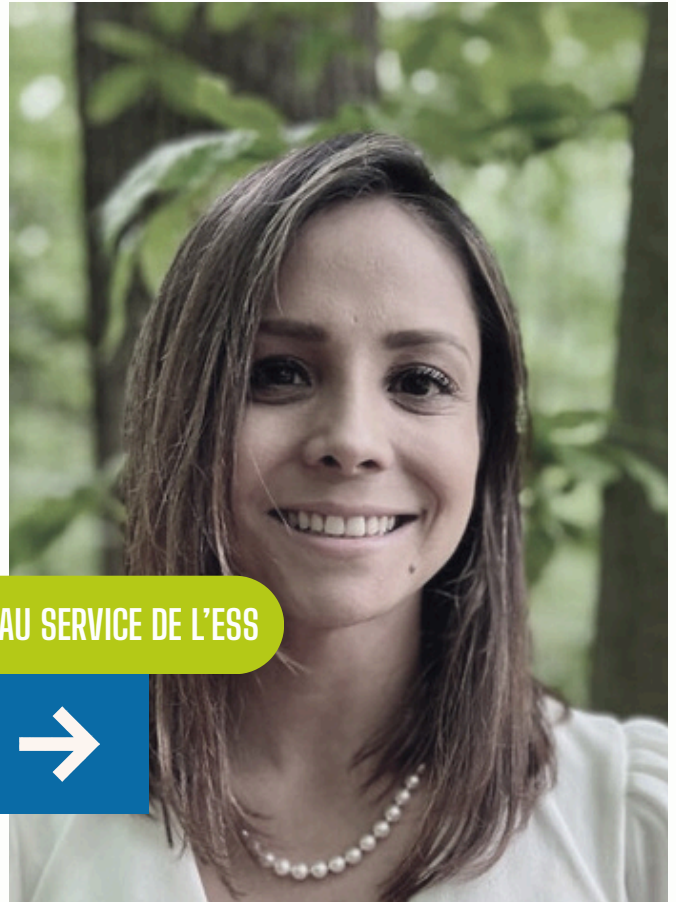


# EN ATTENDANT LE FORUM MONDIAL DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE BORDEAUX GSEF 2025

REGARD INTERNATIONAL SUR LA COMMANDE PUBLIQUE AU SERVICE DE L'ESS

**HELENA FONSECA** →



Experte marchés publics et  
Secrétaire Technique du RICG - RICG



Dans le cadre du Forum Mondial de l'ESS - Bordeaux GSEF 2025, le Réseau 3AR participe à un groupe de travail international dédié aux synergies entre ESS et marchés publics. Une série d'entretiens menés avec des collectivités, experts et chercheurs a permis d'identifier plusieurs structures et initiatives inspirantes. Découvrez le retour de l'entretien réalisé avec Helena Fonseca, secrétaire technique du RICG, réseau interaméricain de la commande publique durable.

## 1 Contexte de l'Économie Sociale et Solidaire

Dans les Amériques, l'histoire de l'économie sociale et solidaire est riche et variée. L'économie sociale et solidaire est parfois désignée sous d'autres appellations, comme l'économie "populaire" ou "solidaire". Elle s'inscrit souvent dans une démarche à forte portée politique<sup>1</sup>. L'Amérique du Nord présente une grande diversité de formes de coopération, qui varient selon les régions. Dans les Caraïbes anglophones, les coopératives de crédit sont particulièrement répandues. Dans les pays du MERCOSUR, ce sont les associations

de travailleurs qui prédominent. En Amérique centrale, les coopératives agricoles et les organisations de commerce équitable occupent une place significative. Cinq pays (la Colombie<sup>2</sup>, l'Équateur<sup>3</sup>, le Honduras<sup>4</sup>, le Mexique<sup>5</sup> et l'Uruguay<sup>6</sup>), ainsi qu'une province canadienne (le Québec<sup>7</sup>), se sont déjà dotés de lois-cadres encadrant l'économie sociale et solidaire (ESS).

<sup>2</sup> Loi n° 454 de 1998 réglementant l'économie solidaire

<sup>3</sup> Loi organique de l'économie populaire et solidaire et du système financier populaire et solidaire (registre officiel n° 444 du 10 mai 2011)

<sup>4</sup> Loi n° 193/85 du secteur social de l'économie (14 novembre 1985)

<sup>5</sup> Loi sur l'économie sociale et solidaire, en règlement du septième paragraphe de l'article 25 de la Constitution politique des États-Unis du Mexique, en relation avec le secteur social de l'économie (Journal officiel de la Fédération du 23 mai 2012).

<sup>6</sup> Loi de l'Économie Sociale et Solidaire. Publication D.O 8 ene/20 - n° 30353

<sup>7</sup> Québec, Loi sur l'Économie Sociale, E-1.1.1, adoptée le 10 octobre 2013.

<sup>1</sup> Gaiger, L. I., Nyssens, M., & Wanderley, F. (2019). *Social enterprise in Latin America: theory, models and practice* (p. 330). Taylor & Francis.

Le Brésil et la République dominicaine sont actuellement en train d'élaborer les leurs<sup>8</sup>. De son côté, le Costa Rica a adopté une politique publique accompagnée d'un plan d'action pour l'ESS couvrant la période 2021-2025. En Colombie, un comité dédié au secteur de l'ESS a été mis en place en 2020.

<sup>8</sup>Hiez, D. (2021). Guide pour la rédaction d'un droit de l'économie sociale et solidaire. ESS Forum International.



## 2 Présentation de la structure et de l'interviewée

Helena Fonseca est la secrétaire technique du RICG (Réseau Interaméricain des Achats Publics) au sein de l'Organisation des États Américains (OAS/OEA). Le RICG compte 32 pays membres des différentes régions du continent américain (Amérique Latine, Caraïbes, Amérique du Nord). En offrant des temps et des espaces d'échanges, le RICG facilite le partage d'expériences et la montée en compétence autour des achats publics responsables. Le RICG élabore également des guides et des recommandations pour accompagner le développement de la commande publique responsable.

## 3 Contexte de la commande publique responsable

Depuis les quatre dernières années, la commande publique responsable se développe au sein des pays du continent américain. Le niveau de connaissances s'améliore et des outils sont mis en place par des acteurs qui ont d'ores et déjà pu en constater les impacts positifs. Avec la pandémie, la prise de conscience a été plus forte quant à l'importance d'intégrer des considérations sociales, environnementales et économiques dans les marchés publics. On peut aujourd'hui parler du "triple impact" généré par cette prise de conscience du fait des trois types de considérations : sociales, environnementales et économiques.

## 4 Segments d'achats les plus avancés

Les secteurs pour lesquels les achats publics durables sont les plus actifs sont la restauration scolaire (critères sociaux), la construction d'infrastructures (critères environnementaux) marquée par le développement des emplois verts, la santé avec l'achat de médicaments de qualité et l'achat d'énergies renouvelables.

De manière générale, des réflexions sont aussi en cours pour favoriser l'inclusion à travers des critères sociaux dans les marchés publics, notamment pour l'inclusion des personnes en situation de handicap.

Il reste de belles marges d'amélioration : par exemple dans le secteur de la restauration scolaire, un travail doit être fait sur la lutte contre le gaspillage alimentaire.

## 5



### Leviers

**La sensibilisation et la formation.** De plus en plus d'acheteurs publics sont formés aux enjeux de développement durable.



### Freins

**Le légalisme des pays américains.** Les procédures de marchés publics reposent sur une législation propre à chaque pays, selon laquelle pour la moitié d'entre eux, le critère prédominant est celui du prix.

Cependant, des pays ont déjà commencé à réformer leurs lois en vue d'encourager les achats publics responsables. C'est le cas du Costa Rica, de la République Dominicaine, du Paraguay, du Chili, du Pérou, etc. Ces pays ont inscrit dans leurs lois le critère durable et révisé le critère prix en faveur d'un critère valeur/prix qui tient compte de la qualité du bien ou de la prestation (et non plus uniquement du prix).

## 6

### Initiatives exemplaires<sup>9</sup>



#### Mexique

Le Mexique, via l'Administration publique fédérale et l'Officier en chef du Secrétariat aux Finances et au Crédit public, intègre progressivement des critères sociaux dans sa politique d'achats publics durables. Le cadre réglementaire prévoit un système d'attribution de points favorisant les personnes en situation de handicap, les entreprises dont au moins 5 % des effectifs sont composés de travailleurs handicapés, ainsi que les petites et moyennes entreprises innovantes. La réforme du cadre juridique vise à renforcer ces critères en y ajoutant des aspects tels que l'égalité de genre et l'intégrité des entreprises.

Par ailleurs, des programmes sont mis en place pour soutenir les fournisseurs issus de groupes vulnérables, tels que les coopératives, les entreprises à responsabilité sociale ou les structures issues des communautés rurales ou autochtones. Ces programmes visent à favoriser leur formalisation fiscale, leur formation et leur accès aux marchés publics. À titre d'exemple, le Gouvernement du Mexique soutient les producteurs de café locaux en les accompagnant à répondre aux marchés publics, par lesquels il s'engage à leur juste rémunération.<sup>10</sup>

En complément de ces actions fédérales, la Ville de Mexico a lancé l'initiative "Mi tiendita virtual" (Ma boutique en ligne) afin de mettre en avant les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS).

#### Équateur

L'Équateur a mis en place un "catalogue inclusif" proposant notamment des services d'entretien, de nettoyage, de préparation de repas et restauration ou encore de construction. Du côté des produits, on y trouve par exemple des articles textiles et chaussures, des denrées alimentaires ou des biens issus de la métallurgie. Des projets pilotes d'achats innovants sont en cours. L'État équatorien, afin de poursuivre la consolidation d'achats publics garantissant le meilleur rapport qualité/prix, s'efforce de continuer à promouvoir la commande publique durable, générant de multiples bénéfices tels que : des économies financières et énergétiques, une plus grande inclusion de l'économie populaire et solidaire représentée par les Associés à l'Économie Populaire et Solidaire (AEPS), la participation des MIPYMES (micro, petites et moyennes entreprises), l'amélioration des services offerts et la préférence accordée aux fournisseurs locaux.

#### Colombie

En Colombie, l'organisme de régulation des achats publics "Colombia Compra Eficiente"<sup>11</sup> a publié en juin 2018 deux guides : le *Guide des achats publics durables avec l'environnement* et le *Guide des achats publics socialement responsables*. Cette dernière a pour objectif de diffuser les bonnes pratiques permettant d'intégrer des critères sociaux dans les processus de passation de marchés publics.

Ces guides s'articulent avec les instruments développés par d'autres ministères dans le cadre de politiques de production et de consommation durables, ainsi que du Plan national des marchés verts. Ils visent à orienter les entités publiques vers une prise en compte plus systématique de critères sociaux dans leurs procédures d'achat, afin de renforcer la responsabilité sociale dans la commande publique.

<sup>9</sup>Red Interamericana de Compras Gubernamentales. (2019). *Compras Públicas Sostenibles (CPS)*. <https://ricg.org/es/datos-regionales/compras-publicas-sostenibles/>

<sup>10</sup>Pour en savoir plus : [https://www.youtube.com/watch?v=TWoPzuB\\_Xlk](https://www.youtube.com/watch?v=TWoPzuB_Xlk)

<sup>11</sup>Pour en savoir plus : <https://3ar-na.fr/wp-content/uploads/2025/10/Info-CCE.pdf>

## 7

### Mise en avant du travail de réseau

Pour accompagner les acheteurs publics à s'approvisionner auprès des structures de l'ESS, l'OEA a notamment publié en collaboration avec la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et le Centre de Recherches pour le Développement International (IDRC/CRDI) du Canada, une *Directive type pour la promotion des achats publics durables* ("Model Directive for the Promotion of Sustainable Public Procurement") et a constitué une page web dédiée<sup>9</sup> rassemblant des informations provenant des pays de la région qui mènent en œuvre des initiatives de commande publique durable sur leur territoire. Des outils ont également été (co-)développés par le RICG pour accompagner acheteurs publics et fournisseurs :

- Un modèle de maturité pour la mesure du "triple impact" (social, économique et environnemental) de la commande publique à destination des États ;
- Un outil d'autoévaluation durabilité des entités contractantes (ASEC) qui permet de mesurer le niveau d'avancement des entités acheteuses étatiques dans l'application de critères de durabilité dans leurs achats ;
- Un outil d'autoévaluation fournisseurs durables (HAPS) pour connaître l'offre durable sur les territoires et identifier pour les entreprises leurs leviers de durabilité, en vue de favoriser la commande publique responsable.

## 8

### Ressources complémentaires

**Model Directive for the Promotion of Sustainable Public Procurement**  
INGP, 2022



[Consulter](#)

**Publications du RICG**



[Consulter](#)